

Tête-à-tête avec Rohinton Medhora

2001-07-23

Kevin Conway

Directeur du domaine de programme Équité sociale et économique, voilà le dernier des nombreux postes qu'a occupés Rohinton Medhora depuis qu'il s'est joint au CRDI, il y a huit et demi. Il était auparavant administrateur de programme principal, spécialisé en économie politique, et chef d'équipe de l'initiative de programme Commerce, emploi et compétitivité. Autrefois attaché à la Faculté d'économie politique à l'Université de Toronto, Rohinton Medhora s'est intéressé à un grand nombre de sujets, notamment à l'intégration économique, à l'union monétaire, à la déréglementation du secteur financier, à l'intervention de la banque centrale et aux services bancaires commerciaux, au commerce, au taux de change, à la privatisation et à l'ajustement structurel. Ses recherches l'ont mené dans de nombreux pays, de l'Amérique latine à l'Afrique occidentale. Il a aussi travaillé auprès du Fonds monétaire international et de l'Institut de développement économique de la Banque mondiale.

Qu'est-ce que le CRDI entend par équité sociale et économique ?

Le domaine de programme Équité sociale et économique regroupe les divers programmes axés sur les sciences sociales et, dirais-je, le niveau « supralocal », c'est-à-dire les politiques sectorielles, nationales, régionales et internationales. C'est là une des définitions qu'on pourrait en donner. On pourrait dire aussi qu'il s'agit de l'approche institutionnelle du développement. Je ne parle pas des institutions au sens de structures sociales, mais des institutions sur lesquelles elles reposent, des valeurs qu'elles représentent, de leurs interactions et de leur capacité de faire de la société un lieu de vie meilleur — ou pire — à long terme.

Pourquoi le CRDI axe-t-il ses programmes sur ce domaine ?

Le CRDI a toujours attaché une importance primordiale aux sciences sociales. S'il continue à mettre l'accent sur ce domaine, c'est sans doute pour faire valoir que les politiques nationales et internationales comptent vraiment. La plupart des recherches financées par le CRDI visent à rattacher la réalité des ménages et des collectivités aux politiques prises à l'échelon macroéconomique. Pour que cette stratégie réussisse, il faut qu'existe la capacité d'effectuer des recherches axées sur l'élaboration des politiques et que règne un climat politique propice à l'utilisation de ces recherches pour orienter les débats et, en bout de ligne, influencer sur la formulation de politiques judicieuses.

Auriez-vous un exemple ?

Bien sûr. Prenons le réseau latino-américain de commerce international (LATN), un projet financé par l'initiative de programme Commerce, emploi et compétitivité. Ce réseau a été créé pour donner à l'Amérique latine une tribune où présenter son point de vue sur les questions commerciales. Certes, on entend parler du point de vue latino-américain en matière de commerce, mais le plus souvent il s'agit de l'opinion de spécialistes étasuniens, qui écrivent de Washington. Le réseau met en lumière bien des points de vue locaux sur un grand nombre de questions commerciales. Par exemple, dans plusieurs pays en développement, il est d'usage de subventionner certaines

industries. L'idée étant de créer un « secteur à forte valeur ajoutée », de créer des emplois bien rétribués, de produire des revenus, etc. Étant donné la prolifération des accords commerciaux internationaux de l'Uruguay Round et maintenant de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), cette perspective traditionnelle du développement doit cadrer avec un système de subventions qui, sur le plan international, soit assorti aux accords commerciaux signés par les pays en développement. Les chercheurs du LATN se sont penchés sur toute la question de l'OMC et de l'octroi de subventions, et ils ont produit quelques documents sur ce sujet.

Quelle place votre domaine de programme fait-il à la sexospécificité ?

La sexospécificité est un thème qui recoupe tous les programmes du CRDI. Il a été parfaitement intégré à l'Équité sociale et économique. L'initiative de programme Consolidation de la paix et reconstruction (CPR), par exemple, fait une place centrale à la sexospécificité. Trop souvent les femmes doivent soutenir tout le poids de la guerre et de la reconstruction. Il faut trouver des compromis entre les politiques qui améliorent directement la situation des femmes et des enfants, et celles qui aident à démilitariser un pays — peut-être en dédommageant les soldats qui sont démobilisés.

Une autre de nos initiatives de programme, appelée Impacts micros des politiques macroéconomiques et d'ajustement (MIMAP), fait une étude très intéressante; elle cherche à savoir si les nouveaux indicateurs sexospécifiques — comme la violence faite aux femmes — brossent un tableau différent du développement en Asie du Sud de celui que donnent les indicateurs classiques comme la nutrition, la santé et le revenu. La réponse qui se dessine est affirmative, mais elle comporte des nuances fort complexes.

Dans les exemples que vous avez donnés (LATN et MIMAP), on semble accorder une grande importance au rapport entre les recherches sur le terrain et l'élaboration de politiques. Pourquoi ?

Le développement est souvent centré sur les réalisations techniques. Le fait qu'il mette en cause des gens commence à se réaffirmer, même dans le discours des grandes organisations multilatérales. Mais nous savons qu'on ne peut pas simplement étudier les gens dans leurs activités quotidiennes sans comprendre leur environnement et le contexte dans lequel ils évoluent. Les politiques façonnent ce contexte et, comme je l'ai dit, elles ont leur importance. Bien des organisations veulent relier les activités quotidiennes des gens et leur capacité d'influencer les grands processus, mais rares sont celles qui peuvent afficher des résultats probants en ce sens. Mais nous avons réussi. Outre l'exemple de MIMAP, le Consortium pour la recherche économique en Afrique est un autre projet dont les effets vont bien au delà de la pertinence immédiate des résultats rendus publics. Le CRDI a réussi à rapprocher les niveaux macro et micro, et nous voulons continuer à le faire dans d'autres domaines encore.

Voyez-vous de nouvelles occasions de rattacher les recherches sur le terrain à l'élaboration de politiques ?

Constamment. Nous nous apprêtons à conclure une entente avec l'Agence canadienne de développement international afin de collaborer à la mise au point d'un mécanisme de croissance économique et de réduction de la pauvreté. Cela permettra de relier les programmes d'allégement de la dette des pays à leur politiques sur la pauvreté. Bien que la rédaction de stratégies d'atténuation de la pauvreté soit en quelque sorte au goût du jour, il n'en reste pas moins que c'est une question bien réelle. Comment amener les pays à concevoir des politiques qui, à la fois, soient opportunes, réalisables et élaborées à l'issue d'un processus de consultation auquel les gens puissent ajouter foi.

Dans le cadre de son projet Détermination d'impact sur la paix et les conflits (DIPC), l'initiative de programme CPR est à mettre au point une méthodologie — un processus, si l'on veut — pour réaliser une analyse rigoureuse et systématique des effets sur la paix et les conflits des interventions en développement dans des contextes politiques particulièrement précaires.

Quant au volet commerce de nos travaux, il se présentera sans doute de nombreuses occasions nouvelles puisque l'ordre du jour s'étend à des facettes que nous n'avions pas jusqu'ici considérées comme des questions commerciales. La circulation de la technologie, les flux financiers, la politique de la concurrence — il existe toute une gamme de questions que les pays en développement se doivent de prendre en mains s'ils ne veulent pas être laissés pour compte. Notre rôle consiste à les aider.

Y a-t-il des recherches que vous aimeriez que l'on fasse ?

Sincèrement, il n'y a rien que j'aimerais voir se faire que nous ne fassions déjà. Nos programmes sont exhaustifs — au point que nous risquons de nous disperser. Il y a des domaines que nous explorons, mais nous n'avons pas encore les ressources pour en faire un véritable programme; je songe par exemple à nos travaux sur la gouvernance, l'équité et la santé. Lier les résultats de la recherche sur la santé à l'instauration d'un environnement politique sain n'est pas une mince tâche. Il est clair que la santé des gens a souffert de la réduction des budgets. Mais l'argent n'est pas seul en cause; il y aussi que les sommes disponibles n'ont pas été dépensées judicieusement. C'est une question de gouvernance. Lier la santé à l'élaboration des politiques et lier celles-ci aux résultats de la recherche sur la pauvreté — comprendre que la pauvreté est autant un manque de santé qu'un manque de revenus — est, pour moi, un domaine fascinant. Nous faisons déjà de l'excellent travail dans ce domaine en Tanzanie dans le cadre du Projet d'interventions essentielles en santé en Tanzanie.

Bien qu'elles ne soient pas liées à l'Équité sociale et économique, certaines des avenues que nous explorons sur les systèmes de connaissances pourraient se révéler un axe de recherche très important pour l'avenir. Comme je le vois, le savoir peut être créé, emprunté, acheté, volé et adapté. En bout de ligne, quelle que soit la façon dont on se le procure ou l'invente, il faut en faire bon usage. Comment se fait-il que certains pays aient à ce chapitre des programmes aérospaciaux alors que d'autres, qui ont le même niveau de revenu, n'en ont pas ? Pourquoi des pays comme l'ancienne Union soviétique, rompus aux sciences nucléaires et à l'ingénierie, n'ont-ils plus aucun ressort lorsqu'il s'agit d'appliquer ce savoir-faire à la réalité pour améliorer les conditions de vie des gens ? Les réponses à ces questions nous permettront sans doute de comprendre comment s'y prendre pour mieux rapprocher le savoir et le développement.